

**MINISTERE DE LA SANTE
ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**

CABINET

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

ak

042

ARRETE N°2022- /MSHP/CAB
portant autorisation d'ouverture et
d'exploitation d'un Centre de Santé et de
Promotion Sociale

VISA CFN°01208

**LE MINISTRE DE LA SANTE
DE L'HYGIENE PUBLIQUE**



- Vu la Constitution ;
- Vu la Charte de la Transition du 1^{er} Mars 2022 ;
- Vu le décret n°2022-041/PRES du 03 mars 2022 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2022-053/PRES/PM du 05 mars 2022 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2022-0026/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 31 mars 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2018-0093/PRES/PM/MS du 15 février 2018 portant organisation du Ministère de la santé ;
- Vu la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la Santé publique ;
- Vu la loi n°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ;
- Vu le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ;
- Vu le dossier de demande de l'intéressée ;
- Sur avis de la Commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires en sa session du 29 juin 2021.

ARRETE

Article 1 : L'Association « TIN FINDI », bénéficiaire de l'arrêté N°2020-420/MS/CAB du 17/11/2020, portant autorisation de création d'un Centre de Santé et de Promotion Sociale à la parcelle 09, Lot 05, section AP du secteur 01 de la commune de Diapaga, province de la Tapoa, est autorisée à ouvrir et exploiter ledit centre.

Article 2 : L'Association « **TIN FINDI** » doit se conformer aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière d'exploitation d'établissements sanitaires privés au Burkina Faso, notamment :

- respecter la politique nationale de santé ;
- assurer la tenue personnelle de l'établissement ;
- limiter son activité aux actes autorisés pour les Centres de Santé et de Promotion Sociale;
- respecter la tarification en vigueur pour les actes autorisés.

Article 3 : L'Association « **TIN FINDI** » fournira des rapports mensuels d'activités et des rapports hebdomadaires sur les maladies à déclaration obligatoire à la Direction régionale de la santé de l'Est.

Article 4 : L'ouverture et l'exploitation du Centre de Santé et de Promotion Sociale ne deviendront effectives qu'après :

- L'inspection des locaux et des équipements par l'Inspection technique des services de santé ;
- La libération de tout le personnel employé par le Centre de Santé et de Promotion Sociale de toute astreinte du service public.

Article 5 : Le délai d'ouverture du **Centre de Santé et de Promotion Sociale** au public est fixé à un (01) an, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 6 : Toute demande de cession, d'extension, de transformation, de transfert du **Centre de Santé et de Promotion Sociale** d'une localité à une autre, ou d'un site à un autre à l'intérieur d'une même localité est subordonnée à une autorisation du Ministre chargé de la santé.

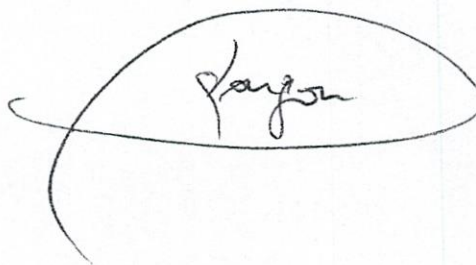
Article 7 : L'Inspecteur général des services de santé, le Secrétaire général du Ministère de la santé et de l'hygiène publique, le Gouverneur de la région de l'Est, le Maire de la commune de Diapaga, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. ✓

Article 8 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. ✓

Ampliations :

- 1- Original
- 1- Présidence du Faso
- 1- Premier Ministère
- 1- Tous Ministères
- 1- SGG.CM
- 1- ITSS
- 1- SG/ M.Sté
- 1- Toutes Directions Centrales M.Sté
- 1- Impôts
- 1- Chambre de commerce
- 1- Gouvernorat/ de l'Est
- 1- DRS/ de l'Est
- 1- Commune de Diapaga
- 2- Intéressée
- 1- J.O
- 2- Archives / chrono

Ouagadougou, le 20 AVR 2022



Dr Robert Lucien Jean-Claude KARGOUGOU ✓
Chevalier de l'Ordre National